Décision : MERC06-00189

Numéro de référence : MD6-03573-2

Date de la décision : Le 6 octobre 2006

Objet : AUTORISATION DE CÉDER OU ALIÉNER LES VÉHICULES
LOURDS

Endroit : Montréal

Présent : Pierre Gimäiel
Vice-président

Personne(s) visée(s) :

7-M 330546-102-SI

DISTRIBUTION A. G. N.
4470, rue Dupuis, app. 1
Montréal
(Québec)
H3T 1E8

- Demanderesse -

La Commission des transports du Québec est saisie d'une demande pour permission de céder un camion appartenant à DISTRIBUTION A.G.N. La demanderesse s'est vue dans l'obligation d'introduire la présente demande dû au fait que la Commission lui a attribué une cote de sécurité « conditionnel » par la décision MRC06-00029, rendue le 24 février 2006. De plus, une procédure pour non-respect de condition a été initiée contre la demanderesse. Ladite affaire, qui porte le numéro de référence Q06-02062-1, fut entendue en audience publique, à Montréal, le 5 octobre 2006 et fut prise en délibéré. Lors de l'audience, les sociétaires de la demanderesse, Mmes Hana Gordon et Galina Vetrova, répondirent aux questions de la Commission en regard de la présente demande d'autorisation de céder un véhicule.

L'autorisation demandée est requise en vertu de l'article 33 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*¹, lequel se lit comme suit :

« 33. Une personne inscrite à qui la Commission attribue une cote de sécurité « insatisfaisant » ou une cote de sécurité « conditionnel » ne peut céder ou autrement aliéner les véhicules lourds immatriculés à son nom sans le consentement de la Commission qui doit le lui refuser lorsqu'elle estime que la cession ou l'aliénation aurait pour objet de contrer l'application de la mesure administrative imposée.

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds qui fait l'objet d'une enquête de la Commission visant à déterminer s'il tente de se soustraire à l'application de la présente loi. Il s'applique également à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société conformément à l'article 22, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 dans les autres cas. »

Il ressort particulièrement du libellé de cet article que la Commission doit s'assurer du fait que la cession ou l'aliénation de véhicules n'a pas pour objet de contrer l'application d'une mesure administrative imposée ou de se soustraire à l'application de la Loi.

Pour exercer correctement sa compétence en vertu de l'article précité, la Commission doit être informée du nom et de toutes les coordonnées nécessaires pour identifier l'éventuel acquéreur ainsi que du type d'activité auquel il se consacre.

Selon les informations fournies lors de l'audience, il s'avère que la demanderesse a abandonné ses activités en transport. Les deux employés, qui sont les conjoints des associées, travaillent maintenant dans le domaine de

¹ L. R. Q. , c. P-30.3

la restauration. La société a elle-même été dissoute et le véhicule, dont l'immatriculation a été annulée le 6 août 2006, est présentement saisi par la police. Le véhicule mis en vente était le seul véhicule lourd détenu par l'entreprise.

L'acquéreur, Vladislav BOTCHKAREV, n'est pas inscrit au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Commission. L'administratrice de la demanderesse n'a pas caché que M BOTCHKAREV est son beau-frère. Elle soutient que le véhicule est revendu à perte à ce dernier, lequel entend l'utiliser pour la livraison dans son commerce de ventes de produits informatiques, dont la raison sociale est Computec.

La Commission conclut de la preuve produite au dossier que la demanderesse a bien délaissé le domaine du transport et que la présente cession du véhicule ne vise pas à contrer l'effet de l'article 33 de la Loi précitée. La Commission estime qu'elle peut donc accorder l'autorisation demandée.

POUR CES MOTIFS, la Commission :

1. **ACCUEILLE** la demande.
2. **AUTORISE** la demanderesse, DISTRIBUTION A.G.N., à transférer, en faveur de Vladislav BOTCHKAREV, le véhicule ci-après identifié :

Véhicule : Camion FORD 1998
Série : 1FDWE30F9WHA66151
Immatriculation : L304229

Pierre Gimäiel
Vice-président